discours panislamistes que leurs transcriptions, narratives et descriptives, dans les langues européennes.

On retiendra, malgré tout, l'utilité du livre pour l'abondance des faits rapportés et la pertinence des documents exploités.

Mohammed ARKOUN
(Université de Paris III)

Avi SHLAIM, *Collusion across the Jordan, King Abdullah, the Zionist Movement and the Partition of Palestine.* Clarendon Press, Oxford, 1988. 676 p.
The Politics of Partition, King Abdullah, the Zionists and Palestine, 1921-1951. Oxford University Press, 1990. 466 p.

L'ouvrage d'Avi Shlaim (le second volume n'est qu'une réédition du premier) est une importante contribution à l'histoire du premier conflit israélo-arabe. Mal reçu en Israël, il a été interdit en Jordanie. En raison de son succès, il bénéficie d'une édition en format de poche avec un texte condensé, avec quelques corrections et la suppression de l'apparat critique. La thèse centrale du livre est l'existence d'un accord explicite en 1947 entre les hachémites et les sionistes pour un partage à l'amiable de la Palestine et la suppression d'un État arabe palestinien, ceci avec la complicité britannique qui a laissé faire.

L'auteur s'appuie essentiellement sur le dépouillement des archives israéliennes et britanniques et analyse d'abord l'histoire des protagonistes qui recoupent celle du conflit israélo-arabe. Il montre que l'incompatibilité des positions entre les sionistes et les Arabes palestiniens rendait impossible toute tentative de compromis, tandis que les sionistes ont reçu dès 1921 un bon accueil auprès de l'émir Abdallah de Transjordanie (qui devient roi de Jordanie en 1946). Abdallah souffre d'être enfermé dans son petit État alors qu'il a joué un si grand rôle dans la révolte arabe de 1916-1918. Sa revendication d'avoir la direction du monde arabe lui vaut l'inimitié des autres responsables politiques arabes. Percevant l'entité sioniste de Palestine comme une sorte de *millet* ottoman, il a compris très tôt que le rapport des forces risquerait d'être défavorable pour les Arabes et qu'il valait mieux un compromis territorial dont il serait bien évidemment le bénéficiaire. Si des contacts intermittents ont lieu durant un demi-siècle, les sionistes ont plutôt privilégié les rapports avec les Syriens, les Égyptiens et les Saoudiens. Ce n'est qu'à partir de 1946 que l'on commence à parler de choses concrètes pour un partage à l'amiable entre l'État hébreu et la Jordanie. La collusion est définitivement conclue au début de 1948 : l'armée jordanienne occupera la partie accordée à l'État arabe palestinien et ne combattra pas les forces sionistes qui resteront dans la part juive du plan de partage de l'ONU du 29 novembre 1948.

Cet accord, essentiellement oral entre le roi et les différents émissaires sionistes, ne sera pas pourtant respecté sur le terrain : en dépit du soutien discret des Britanniques à la politique d'Abdallah, les sionistes croient à une duplicité de Londres qui serait toujours en train de comploter pour empêcher la création de l'État hébreu, d'où une méfiance permanente mais injustifiée envers le roi de Jordanie; la guerre menée par les Arabes palestiniens contre les sionistes accroît les passions, surtout après les massacres de population arabe et l'expulsion des habitants

BCAI 9 (1992) A. Shlaim: Collusion across the Jordan. King Abdullah, the Zionist Movement and the Partition of Palestine. 2e édition: The Politics of Partition, King Abdullah, the Zionists and Palestine, 1921-1951, recensé par H. Laurens
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

arabes des zones côtières; avant la proclamation de l'État d'Israël, les forces sionistes ont déjà envahi une partie du territoire dévolue aux Arabes. Si Abdallah sabote sciemment tout effort d'action collective arabe, il est obligé de prendre un ton militant dans ses déclarations publiques d'où la rupture du dialogue avec les sionistes. Pourtant au 15 mai 1948, date de la proclamation de l'État d'Israël, il a toujours l'intention de respecter ses engagements. C'est la question de Jérusalem qui conduit à l'affrontement armé : en mai 1948, les forces sionistes puis israéliennes sont sur le point de s'emparer de ce territoire qui aurait dû revenir aux Nations-Unies. Abdallah envoie alors son armée au secours de cette troisième ville sainte de l'Islam.

Après le cessez-le-feu du 11 juin 1948, Abdallah a concrétisé la plupart de ses ambitions territoriales et ne recherche qu'à se désengager du conflit. Les Israéliens et les autres Arabes lui imposent la désastreuse guerre des dix jours (8-18 juillet 1948) où l'armée jordanienne doit plier devant les coups israéliens et perd les villes de Lydda et Ramleh dont les habitants par dizaines de milliers sont expulsés par les Israéliens. Après le second cessez-le-feu, l'armée jordanienne ne participe plus aux combats et laisse les Israéliens détruire les forces égyptiennes et syriennes, ce qui la laissera isolée en 1949 quand un ultimatum israélien la forcera à abandonner une partie de la Cisjordanie.

Shlaim analyse avec minutie les différentes tentatives de négociation de la fin 1948 à 1951, ce qui rend la lecture de son livre absolument passionnante. Il montre que les Israéliens ne recherchent que la reconnaissance du fait accompli de leurs conquêtes territoriales et refusent la moindre concession aussi bien sur leurs conquêtes que dans la question des réfugiés : n'ayant rien à gagner à cette paix imposée, les États arabes conservent l'état de belligérance qui va conduire aux conflits suivants. En dépit de son désir d'arriver à un accord avec Israël, Abdallah ne gagne rien dans ses nouvelles négociations secrètes : bien au contraire, Israël continue de considérer que les territoires arabes palestiniens de Cisjordanie et de Gaza n'appartiennent à personne et qu'il a donc des droits historiques à faire respecter sur ses terres. Ainsi au moment de son assassinat en 1951 par un Palestinien, le monarque hachémite doit faire face à l'irrédentisme israélien, pour l'instant arrêté par la protection que les Britanniques accordent à l'Égypte et à la Jordanie, tandis que les Arabes développent leur propre irrédentisme par rapport à Israël.

Si le livre a choqué en Israël, c'est qu'il a révélé que, selon les archives, il existait bien en 1949 une possibilité de mettre fin au conflit israélo-arabe et que l'intransigeance de Ben Gourion et de son équipe a conduit à la poursuite des hostilités. Si le livre est interdit dans les pays arabes, c'est qu'il montre combien les responsables de tous les pays arabes impliqués dans le conflit de 1947-1949 ont cherché des ententes avec l'entité sioniste, souvent au détriment des autres États arabes et toujours de façon contraire à leurs déclarations publiques maximalistes. Dans la seconde édition du livre, l'auteur essaye de justifier l'utilisation du terme « collusion » qui connote une opération malhonnête et accepte le retrait de ce mot dans le titre.

En fait, un tel ouvrage, fondamental pour l'histoire du conflit israélo-arabe, comporte une question implicite sur la valeur du « réalisme » en politique. Abdallah et ses interlocuteurs sionistes étaient des réalistes qui tenaient compte en permanence du rapport des forces sur le terrain. Pour les deux parties, cette vision concrète de la situation présente justifiait l'annexion des territoires palestiniens puisque les Arabes palestiniens avaient cessé, en raison de leurs défaites politiques et militaires, d'être un facteur de la scène politique. Mais ces réalistes ont ainsi sacrifié

BCAI 9 (1992) A. Shlaim: Collusion across the Jordan. King Abdullah, the Zionist Movement and the Partition of Palestine. 2e édition: The Politics of Partition, King Abdullah, the Zionists and Palestine, 1921-1951, recensé par H. Laurens
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

l'avenir au présent. Pour le royaume de Jordanie, la question de Cisjordanie et celle des réfugiés va être un facteur permanent de déstabilisation de l'État hachémite, en dépit des habiletés du petit-fils d'Abdallah, le roi Hussein. Pour l'État d'Israël, la politique de la force telle qu'elle est définie par Ben Gourion à la fin des années 1940, c'est-à-dire doter l'État hébreu d'une puissance suffisante pour empêcher toute remise en cause arabe de son existence et de ses conquêtes de 1948-1949 et éventuellement permettre une nouvelle expansion territoriale au détriment de ses voisins, rendra impossible toute paix avec les Arabes, cela d'autant plus que les Palestiniens réapparaîtront sur la scène politique dans le courant des années 1960.

La responsabilité de l'irréversibilité du conflit ne renvoie donc pas seulement aux comportements des maximalistes des deux camps, mais aussi à cet apparent pragmatisme à courte vue, qui n'a réussi qu'à créer les conditions de nouveaux affrontements.

Henry LAURENS
(INALCO, Paris)

Ivor WILKE, *Wa and the Wala, the Islam and Polity in Northwestern Ghana.* Cambridge University Press, Cambridge, 1989, 256 p. African Studies Series, n° 63.

Ivor Wilks, professeur d'études africaines à Northwestern University (Illinois), est connu pour ses travaux sur l'histoire du Ghana, notamment *Asante in the nineteenth-century*, consacré à l'empire Ashanti au XIXe siècle. La publication de ce nouvel ouvrage constitue une sorte de retour aux sources. L'auteur, qui visita plusieurs fois Wa au début de sa carrière académique entre 1955 et 1958, choisit, dans le cadre d'un programme sur l'islam au Ghana, d'y mener une série d'enquêtes de terrain entre 1962 et 1969. C'est le résultat de ces recherches qui, après une longue gestation, voit ainsi le jour.

Wa, qui comptait 36 000 habitants en 1984, n'est pas une grande métropole. C'est le chef-lieu de la Upper West Region, une zone placée aux confins de la Côte d'Ivoire et du Burkina, en marge des principaux foyers historiques de l'actuel Ghana, situés plus au sud. L'histoire de Wa, qui ne commence pas avant la fin du XVIIe siècle, s'inscrit dans celles des centres urbains du bassin de la Volta, qui voient la conjonction des traditions guerrières des peuples « voltaïques », Dagomba et Mamprussi, et des traditions islamiques transmises par de petits groupes de migrants Mandé venus de la Boucle du Niger. L'éclatement du pouvoir entre plusieurs pôles (le roi, *Wa Na*, l'autorité islamique, en la personne de l'*imām* (ou *limam*), et le chef de terre, *tendaana*), la croissance par strates successives de l'islam dans la cité, et les luttes factionnelles périodiques qui traversent la communauté musulmane ont retenu l'attention de Wilks, qui se fait ainsi le grand ordonnateur d'une histoire sans pouvoir central, sans archives, ni chroniques anciennes. Traditions orales divergentes et manuscrits arabes récents — qui en disent plus sur les fractions dont ils sont issus que sur l'entité urbaine elle-même — constituent la base de travail de l'auteur, dont l'étude, à partir de matériaux aussi disparates, se présente d'abord comme un exercice de virtuosité et une leçon de méthodologie historique. L'établissement d'une chronologie, préalable nécessaire à toute reconstruction globale, fait notamment l'objet, dans le chapitre 4, d'une étude

BCAI 9 (1992) A. Shlaim: Collusion across the Jordan. King Abdullah, the Zionist Movement and the Partition of Palestine. 2e édition: The Politics of Partition, King Abdullah, the Zionists and Palestine, 1921-1951, recensé par H. Laurens
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net